

Suède : le gouvernement envisage des lois islamiques sur le blasphème et l'interdiction de brûler le Coran

écrit par Jules Ferry | 15 juillet 2024





Ce serait une capitulation devant la violence du djihad...

[Samnytt](#)

Les adeptes de l'islam diffèrent de ceux des autres religions en ce qu'ils ne respectent pas les libertés et les droits démocratiques et, dans de nombreux cas, **n'hésitent pas à recourir à la violence et à la terreur lorsqu'ils se sentent bafoués dans leur foi**. Le gouvernement a mené une enquête et envisage maintenant d'introduire des lois musulmanes sur le blasphème, estimant que cela est nécessaire pour "garantir la sécurité du royaume".

Les manifestations contre l'islam, dont l'incendie du Coran, ont donné lieu à de vastes émeutes en Suède, organisées par des immigrés musulmans et leur implication dans des gangs criminels d'origines identiques. Même à l'étranger, l'incinération de corans en Suède a donné lieu à de violentes protestations.

L'ambassade de Suède à Bagdad, capitale de l'Irak, a notamment été prise d'assaut par des musulmans en colère. Il est admis que la menace terroriste s'est accrue en Suède en

raison de l'immigration massive en provenance de pays musulmans. Cette évolution n'étant pas jugée réversible, il reste à rencontrer "la société civile musulmane" – ce que l'on appelle l'islamisation.

Cela s'est déjà produit dans un certain nombre de domaines et le gouvernement envisage maintenant de prendre une autre mesure décisive, qui signifie que les libertés civiles et les droits constitutionnels sont sévèrement restreints. Le ministre de la Justice, Gunnar Strömmer (M), ainsi que le directeur général de Brå, Mattias Larsson, qui a enquêté sur la question, se sont exprimés à ce sujet lors d'une conférence de presse.

La loi sur les ordonnances est élargie

Il est difficile de modifier les constitutions elles-mêmes. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'étendre la loi sur l'ordre public afin que la police puisse faire cesser les brûlages de Coran en invoquant la sécurité du royaume.

Jusqu'à présent, il n'était possible de dire non ou d'annuler que si la sécurité de l'emplacement visé ne pouvait être garantie. Le gouvernement souhaite désormais que la police ait le droit d'évaluer la situation en matière de sécurité dans l'ensemble du pays ainsi que les intérêts suédois dans les pays musulmans lorsqu'elle se prononce sur une demande d'autorisation pour une manifestation critique à l'égard de l'islam.

Le gouvernement a nommé une commission d'enquête chargée d'examiner ces modifications de la loi. L'enquêteur a déclaré aux médias qu'il pensait que les règles pouvaient être conçues de manière à respecter à la fois la constitution suédoise et le droit européen.

"Ne pas encourager la violence" (musulmane)

Les modifications de la loi avec lesquelles Larsson joue sont telles qu'au lieu de les freiner, elles risquent

d'encourager la violence musulmane en Suède et à l'étranger. En effet, la police doit regarder dans le rétroviseur et refuser ou accorder l'autorisation en fonction de ce qui s'est passé lors de précédents rassemblements critiques à l'égard de l'islam.

S'il y a eu des violences dans le passé, la police devrait pouvoir rejeter une demande d'autorisation de manifestation en invoquant le "danger tangible" que les réactions des musulmans en Suède ou à l'étranger puissent menacer la sécurité de la Suède – **plus il y a de violence, plus il y a de chances que les manifestations à venir soient stoppées.**

"Il faut regarder ce qui s'est passé lorsque des rassemblements similaires ont eu lieu", a expliqué M. Larsson aux médias.

Les feux de Corans pourraient être stoppés

Le danger tangible est défini comme la menace d'actes terroristes ou de crimes qui nuisent gravement à la capacité de l'État ou de l'administration étrangère à mener à bien ses missions. Selon l'évaluation de la Säpo [NDLR : le service de la sûreté de l'État de la Suède], le niveau de menace terroriste est déjà élevé en permanence et pourrait être une raison suffisante pour que la police dise non.

M. Larsson a ajouté que si l'ordonnance avait eu ce type de possibilité de contourner la constitution, la police aurait pu refuser l'autorisation de brûler des Corans l'année dernière et ainsi apaiser les musulmans qui ont attaqué l'ambassade de Suède à Bagdad.

Les modifications de la loi qui sont envisagées ne devraient pas seulement donner à la police des possibilités accrues d'interdire les manifestations critiques à l'égard de l'islam. Même dans les cas où l'autorité accorde une autorisation, la police pourra intervenir et décider quand, où et comment cette autorisation peut être mise en œuvre.

La police pourra décider quand, où et comment

Par exemple, la police doit pouvoir décider que la manifestation a lieu la nuit et/ou dans un endroit isolé où personne ou presque ne la remarquera !

Elle pourra également limiter le contenu de la manifestation.

Par exemple, il devrait être possible d'interdire de brûler le Coran, de montrer des images satiriques du prophète Mahomet et d'autres éléments si l'on estime que les musulmans peuvent se sentir particulièrement offensés et qu'ils ont tendance à réagir par des actes de violence.

Le ministre de la justice réfute les critiques concernant les lois sur le blasphème ou la liberté de religion

Le ministre de la justice, Gunnar Strömmer (M), qui est le principal initiateur de l'enquête sur une loi musulmane sur le blasphème, ne souhaite pas commenter les propositions concrètes aujourd'hui. Il a déclaré aux médias qu'il attendait qu'elles aient été publiées pour une saisine.

Il affirme toutefois que les modifications apportées à la loi ne devraient pas être perçues comme une loi sur le blasphème ou une loi sur la liberté religieuse, et encore moins comme une loi adaptée à l'islam et aux musulmans.

Il reçoit des critiques sévères de la part des Démocrates de Suède.